

DGAC DSNA
Direction des Opérations
Rédacteur : Sarah CHICOT

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget

Règlement d'appel public à candidatures (RAPC)

Consultation n°2025-SNARP-002

Date et heure limites de remise
des plis

Procédure de passation

Type de contrat

19 / 03 / 2026 à 12 heures (heure de Paris)

Procédure avec négociation
(Article R2124-4 - Code de la commande publique)

Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec
maximum mono-attributaire de services

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « 2025-SNARP-002 »	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Sarah CHICOT		V	
Julien TAZI		A	

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2025-SNARP-002 Classement et archivage du document Fichier :	
--	--

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V0R1	12/01/2026	Version de travail	Sarah CHICOT
V0R2	23/01/2026	Versions relectures	Sarah CHICOT
V1R0	24/02/2026	Version pour publication	Sarah CHICOT

SOMMAIRE

1.	ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT.....	4
2.	CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE	5
3.	PRÉSENTATION DES CANDIDATURES.....	6
4.	JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
5.	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Ministère chargé des transports
 Direction Générale de l'Aviation Civile
 DIRECTION DES SERVICES DE LA NAVIGATION AERIENNE (DSNA)
 Direction des opérations
 9, rue de champagne
 91200 Athis-Mons

Le pôle Achat DSNA antenne DO, située 9 Rue Champagne – 91200 Athis Mons, est l'entité chargée de passer le marché au nom de la Direction des Opérations.

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ Objet de la consultation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget

Le présent marché concerne maintenance préventive et corrective des équipements électromécaniques tel que les ascenseurs, monte-charge, Elévateurs de Personnes à Mobilité Réduite (EPMR) exploités par les services de des Services de la Navigation Aérienne-Région Parisienne (SNA-RP) sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget.

Code CPV	Libellé CPV
50750000-7	Services d'entretien d'ascenseurs

■ Caractéristiques principales du contrat :

■ Structure	Lot unique
📍 Lieu d'exécution	Concerne les équipements des aéroports de Roissy CDG et Le Bourget décrit dans l'annexe 2 du CCTP
⌚ Durée ferme	12 mois - 7 reconductions
♻️ Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental

■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots.

Elle est décomposée comme suit :

Type	Objet, délai
Période initiale	Période initiale 12 mois à compter de la notification du contrat
Période 1	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la période initiale
Période 2	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°1
Période 3	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°2
Période 4	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°3
Période 5	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°4

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

Type	Objet, délai
Période 6	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°5
Période 7	Reconduction 12 mois à compter de la fin de la reconduction n°6

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCÉDURE

■ Procédure de passation :

Procédure avec négociation (Article R2124-4 - Code de la commande publique).

Cette procédure se décompose en deux phases :

- PHASE 1 Candidature : l'appel public à la concurrence, qui a pour objet d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre.
- PHASE 2 : – Offre : Conformément à l'article R2132.2 l'entité adjudicatrice invite les candidats sélectionnés lors de la phase 1 à présenter leur offre. Le dossier de consultation est mis à disposition sur le profil acheteur <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

■ Dossier de candidature

Le dossier de candidature de l'acheteur contient les documents suivants :

- Cadre de réponse candidature
- RAPC : Règlement d'appel public à candidature.
- CCTP Cahier de Clause Technique Particulier

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>
<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite du site dans les conditions suivantes

- Personne à contacter : Maiher DAGAR au 07 61 73 98 00
- maiher.daghar@aviation-civile.gouv.fr
- Dates et horaires : Sera communiqué en phase offre

Les visites à l'improviste ne sont pas autorisées. Une attestation de visite sera remise par l'acheteur.

Les visites s'effectueront par rendez-vous 10 jours maximum avant le délai de réception des candidatures et des offres.

■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Lors du téléchargement en accès « libre » du RAPC, les candidats ne sont pas tenus de s'authentifier. Mais, afin d'assurer les correspondances électroniques, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications, son authentification au moyen d'une adresse électronique (e-mail) reste fortement recommandée : la DSNA ne sera en aucun cas tenue responsable de l'absence de réception de tels renseignements de sa part s'il ne s'est pas authentifié sur le site.

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

Les documents de la Consultation (DC) de cette procédure ne seront communiqués qu'aux candidats sélectionnés et admis à négocier lors de la « phase OFFRE ».

3. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES

■ Langue de rédaction des propositions :

Les propositions doivent être rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

■ Contenu des plis et conditions de participation :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants à titre individuel ou pour chaque membre du groupement :

Document	Descriptif
Situation juridique	
Conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :	
<ul style="list-style-type: none"> - une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définis aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; - les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat. 	
Cadre de réponse candidature	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances).</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration individuelle du candidat ou de chaque membre du groupement (DC2 disponible sur le site du ministère de l'Economie et des Finances).</i>
Capacité économique et financière	
Chiffre d'affaires global annuel (HT)	<i>Fournir la déclaration du chiffre d'affaires HT des 3 dernières années.</i>
Capacité technique et professionnelle	
Descriptif de la société	<i>Fournir le descriptif de la société.</i>
Effectif annuel moyen du personnel d'encadrement sur les 3 dernières années	<i>Attestation de l'effectif annuel moyen faisant état de l'importance du personnel d'encadrement sur les 3 dernières années.</i>
Capacité technique et professionnelle : minima exigés	
Certificats de qualité	<i>Des certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité, y compris en ce qui concerne l'accessibilité pour les personnes handicapées</i>
Moyens humains	<i>Fournir la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</i>
Qualifications professionnelles	<i>Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation).</i>

Présentation des documents : le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

Il est précisé qu'en ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. Le candidat fournit les renseignements et documents demandés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque membre du groupement remet un document unique de marché européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant remet un document unique de marché européen.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

■ En cas de sous-traitance :

Pour chaque sous-traitant présenté le candidat devra joindre :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Conformément à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant propose ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix applicables au sous-traitant ;
- e) le cas échéant les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.
- f) une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas place dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, l'entreprise qui envisage dès le dépôt de son offre de sous-traiter une partie de sa prestation complètera utilement la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>) et joindre, pour chaque sous-traitant, un formulaire DC2 et un formulaire DC4.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitants(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur ait la totalité des capacités requises pour exécuter le contrat.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, en application de l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique :

En cas de groupement solidaire, la DSNA demande, par ordre de priorité décroissante :

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

1/ l'identification à l'acte d'engagement d'un compte bancaire unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sur lequel seront réglé l'ensemble des prestations de l'accord-cadre ;

À défaut

2/ la répartition des prix des prestations entre les membres du groupement dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, ce qui autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant ;

À défaut

3/ en cas d'accord-cadre à bon de commande, l'acte d'engagement peut n'indiquer que la répartition technique des prestations. Dans ce cas, le groupement s'engage à fournir pour chaque bon de commande la répartition financière associée à chaque UO commandée. Ceci autorise l'identification d'un compte bancaire par cotraitant.

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution (En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.).

■ **Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre :**

Le nombre de candidats minimum admis à présenter une offre est fixé à 5.

■ **Modalités de remise des candidatures électroniques et copie de sauvegarde :**

L'acheteur impose la transmission des plis par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr, avant la date et heure limite indiquée en page de garde.

Les plis transmis par simple courriel sont refusés.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis avant la date limite de réception des offres par un même soumissionnaire, seul le dernier sera ouvert, conformément à l'article R2151-6 du code de la commande publique. Cependant, conformément à la jurisprudence en vigueur (CE, 20 décembre 2021, n° 454801), en cas de dépôts successifs d'un même soumissionnaire, l'entité adjudicatrice appréciera les caractéristiques du dernier dépôt transmis, afin de déterminer s'il peut l'analyser comme étant une offre complète. A défaut, il procédera à l'ouverture des dépôts précédents.

Copie de sauvegarde :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis indiqué en page pour la remise des plis.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou papier doit faire parvenir tous ses plis en une seule fois dans les délais impartis pour la remise des plis.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter le nom de l'opérateur économique candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde doit être adressée à l'adresse postale de l'acheteur indiquée à l'article 1, à l'attention de Marie-Bernard CAUMARTIN
Christian MIGNOT
Martine LEBIGRE
Sophie VERNICE.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les plis transmis par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'un pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission du pli électronique ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

4. JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

■ Critères de sélection :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
1. Garanties professionnelles et techniques (70 %)	Capacités professionnelles et techniques
- Sous-critère 1 (30 pts)	Qualifications professionnelles ()
- Sous-critère 2 (20 pts)	Expérience du candidat avec 3 références au cours des 3 dernières années
- Sous-critère 3 (20 pts)	Méthodologie d'intervention
2. Organisation interne du candidat (30 %)	Fournir la description de la société (Effectif global, organigramme, liste de fonctions) sur les 3

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

Critère et pondération	Descriptif
	dernières années. Fournir les effectifs annuels par profil pour chacune des 3 dernières années.
- Sous-critère 1 (15 pts)	Description de la société
- Sous-critère 2 (15 pts)	Effectifs

■ Critères de jugement des offres (Pour information) :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Pondération
1. Valeur technique	50 %
- Sous-critère 1 : Les délais d'intervention pour la maintenance corrective.	20 pts
- Sous-critère 2 : Les moyens humains affectés à chaque prestation et précisant le nombre, les fonctions, qualifications et formations des personnels, encadrants et intervenants et les interlocuteurs techniques et commerciaux.	15 pts
- Sous-critère 3 : Les moyens mis en œuvre et les mesures prises pour garantir les délais d'établissement des devis et de réalisation des travaux pour la partie corrective.	10 pts
- Sous-critère 4 : Les dispositions d'organisation, les plannings d'interventions de la maintenance préventive.	5 pts
2. Prix TTC	40 %
3. Performances en matière de développement durable	10 %
- Sous-critère 1 Produits à faible impact environnemental	10 pts

Les modalités de mise en œuvre de ces critères (sous-critères pondérés) seront précisées dans le Règlement de consultation fourni avec le DCE offre.

Les candidats ayant obtenu une note de moins de 50/100 sont éliminés et ne participent pas à la suite de la procédure.

Le contrat sera attribué au soumissionnaire présentant une offre économiquement la plus avantageuse, à la fin des négociations, sur la base des critères de jugement des offres.

Modalité de calcul des notes :

La note globale résulte de l'addition de la note critère valeur technique, de la note critère prix TTC et de la note du critère performance en matière de développement durable.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu est celui qui a obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des candidatures à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

DSNA / DO	Objet	Maintenance préventive et corrective des ascenseurs et monte-charges des SNA-RP sur les sites de Roissy CDG et Le Bourget	Version	V0R2
Pôle Achats			Du 2026-01-23	

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud
78011 Versailles Cedex
Téléphone : 01 39 20 58 90
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 01 39 20 54 87
Site internet : <http://versailles.tribunal-administratif.fr/>

■ Droits d'auteur :

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont protégés par la loi sur les droits d'auteur (Livre I du code de la propriété intellectuelle).

Toute reproduction ou copie, même partielle, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans autorisation préalable de la DSNA. Toute reproduction ou copie, autres que celles nécessaires pour répondre à la consultation, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi.

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur :

sg-dpd-dgac-bf@aviation-civile.gouv.fr
ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)
[Médiateur des entreprises](#)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)